

Séminaire de la CDVD 2023 : Réduction des risques dans le contexte de la vie nocturne

La Conférence des délégués des villes aux problèmes de dépendance (CDVD) regroupe environ 20 communes, représentées par leurs délégués aux problèmes des addictions et des agents de police. L'objectif de la CDVD est de mettre en relation les villes suisses, et plus précisément leurs spécialistes, pour aborder la politique des addictions ainsi que les défis que les communes, les villes et les régions doivent affronter dans ce domaine.

Le séminaire de cette année s'est tenu le 1^{er} juin à Berne. Il était consacré à la réduction des risques dans la vie nocturne, et plus spécifiquement aux questions suivantes : Où en sont les villes en matière d'offres de *drug checking* ? Quels sont les défis à relever pour la mise en place et l'extension de tels services et quelles sont les approches qui ont fait leurs preuves ? Comment les villes abordent-elles la question des soirées festives illégales et des offres de réduction des risques ?

Synthèse de la journée

Présentations

***Drug checking* dans la ville de Zurich : nouveaux projets et *drug checking* mobile (Dominique Schori, ville de Zurich)**

Avec son grand centre-ville et sa culture de clubbing, Zurich est un haut lieu de la vie nocturne. Le centre d'information sur les drogues DIZ propose différentes offres dans le domaine de la réduction des risques : *drug checking*, conseils, accompagnement et travail social de proximité. Le DIZ est également de plus en plus actif sur le plan numérique, notamment par le biais d'alertes et d'informations sur le *safer use*. Le *drug checking* est proposé comme un service ambulatoire et un service mobile lors des soirées. Le nombre de tests n'a cessé d'augmenter ces dernières années et, fait intéressant, la pandémie n'a pas fait chuter la demande. Les nouvelles tendances dans les domaines du cannabis et la numérisation croissante du marché de la drogue constituent un réel défi. Les activités sur Internet sont donc aussi renforcées. On observe une présence accrue de pilules et de cristaux de MDMA, ainsi que de médicaments acquis illégalement et présentant un taux élevé de fausses déclarations. De nouvelles substances psychoactives (NSP) apparaissent sans cesse, et l'intérêt pour les psychédéliques va croissant. L'offre de *drug checking* doit être étendue et permettre de fournir rapidement des résultats fiables, d'une part, car la limite de sa capacité a été atteinte et, d'autre part, afin de mettre à disposition un service d'aide à la décision de consommation spontanée et faciliter l'accès à ce service.

Projet pilote à Lausanne (Yana Scheurer, Fondation vaudoise contre l'alcoolisme [FVA] et Pierre Esseiva, Université de Lausanne)

À la suite d'une intervention politique, un projet pilote de *drug checking* a été lancé à Lausanne pour les années 2022 et 2023. Il s'appuie sur la technologie NIRLab, c'est-à-dire sur des appareils portables permettant d'analyser les échantillons en temps réel et de rassembler les résultats dans une base de données. Si une substance n'est pas reconnue, l'échantillon est envoyé à un laboratoire pour subir une analyse complémentaire. L'objectif est de sensibiliser un large public de consommateurs et de réduire les risques. Il s'agit également de suivre le marché de la drogue, ainsi que de détecter les produits surdosés, les nouveaux produits potentiellement problématiques et les mélanges dangereux.

***Drug checking* en Suisse : résultats d'étude (Marc Marthaler, Infodrog)**

En 2020, une étude a été menée sur les effets des services de *drug checking* en Suisse. Les tests et le conseil prodigués dans ce cadre sont très bien accueillis. Les services de *drug checking* permettent également d'établir un contact avec un groupe qui serait autrement difficile à atteindre. Ces offres ont

Präsidentin a.i. / Présidente a.i.	Julia Joos Direction de l'éducation, des affaires sociales et du sport Predigergasse 5 3011 Berne Julia.joos@bern.ch	Geschäftsstelle / Responsable du bureau	Tanja Iff Office fédéral de la santé publique 3003 Berne Tél. : 058 467 32 68 tanja.iff@bag.admin.ch
---------------------------------------	---	--	--

également un effet multiplicateur, étant donné que les personnes qui font tester leurs substances transmettent les informations obtenues à d'autres. Le Conseil fédéral reconnaît également que le *drug checking* constitue une solution innovante de réduction des risques. Vous trouverez davantage d'informations au sujet du *drug checking* sur le [site Internet d'Infodrog](#).

Réduction des risques lors des soirées festives illégales – Maeva Barria, Kenza Holst, David Perrin, Stéphane Moelo (Nuit Blanche, Genève)

Nuit Blanche Genève est active dans différents domaines : d'une part, dans le cadre de la vie nocturne, à travers une permanence de *drug checking* et par sa présence en ligne sur Youtube et d'autres canaux ; d'autre part, en proposant des formations continues aux clubs et à d'autres acteurs. Les contacts avec les organisateurs de soirées festives illégales sont particulièrement importants et sont souvent noués grâce à la présence dans les fêtes légales, au service de *drug checking* ou aux canaux numériques. Il est essentiel d'établir un rapport de confiance avec le groupe cible et les personnes organisatrices. L'intervention dans le cadre d'une fête illégale présente toutefois divers défis. Premièrement, des questions juridiques se posent, les activités menées se situant dans une zone d'ombre. De plus, les grandes fêtes sont souvent organisées dans des régions frontalières avec d'autres cantons ou d'autres pays, ce qui engendre des incertitudes concernant les responsabilités. La planification est également plus difficile, car le lieu peut changer au dernier moment. L'expérience montre qu'il est utile de former au préalable les personnes de l'organisation et de leur mettre du matériel à disposition. Dans ce domaine, la coordination nationale est essentielle, de même que la mise en réseau du système social, du système de santé et de la police/des forces de sécurité.

Leçons tirées

La volonté politique et les ressources sont primordiales pour la mise en place du service

L'offre de *drug checking* varie considérablement d'une ville à l'autre. Quelques grandes villes disposent d'un service de *drug checking* ambulatoire et/ou mobile, alors que d'autres villes/cantons n'en disposent pas encore. Le développement d'un service de *drug checking* requiert une volonté politique ainsi que la disponibilité des ressources financières et humaines nécessaires à sa mise en place et à son fonctionnement régulier.

Commencer par un projet pilote et encourager précocement la mise en réseau

L'approche consistant à lancer les services en tant que projets pilotes pour ensuite les pérenniser a fait ses preuves. Il faut prévoir suffisamment de temps pour la mise en place du service. Il est notamment primordial de créer rapidement un réseau de collaboration avec les divers acteurs, comme la police. En outre, il est utile d'intégrer les offres aux structures de la ville.

Renforcer l'acceptation de l'offre

L'acceptation de l'offre doit être renforcée : le fait que les gens consomment des produits illégaux et ont besoin de services visant à réduire les risques est une réalité. Il faut davantage de recherches pour que le service soit accepté dans d'autres villes et régions. Par ailleurs, les substances n'étant pas seulement consommées dans le contexte de la vie nocturne, les services de *drug checking* doivent également être accessibles dans d'autres cadres.

Toucher les mineurs

La gestion des mineurs et leur accès aux offres de réduction des risques diffèrent d'une région à l'autre et mettent les acteurs face à des défis. Les mesures de réduction des risques, comme la diffusion de connaissances sur les substances et le *safer use*, sont aussi pertinentes pour ce groupe-cible. Il est donc nécessaire d'élaborer des stratégies pour attendre ce public.

Präsidentin a.i. /
Présidente a.i.

Julia Joos
Direction de l'éducation, des affaires sociales
et du sport
Predigergasse 5
3011 Berne
Julia.joos@bern.ch

Geschäftsstelle /
Responsable du bureau

Tanja Iff
Office fédéral de la santé publique
3003 Berne
Tél. : 058 467 32 68
tanja.iff@bag.admin.ch

Activités

Indépendamment du thème de la journée, les villes travaillent sur les dossiers suivants :

- Projets relatifs au cannabis : des projets pilotes de vente de cannabis ont déjà démarré ou débiteront prochainement dans plusieurs villes.
- Logement « à bas seuil » : dans de nombreuses villes, les conditions de logement sont difficiles pour les personnes en situation de précarité, car peu de logements sont disponibles. Il en résulte une augmentation du nombre de sans-abri. Il est en outre difficile de joindre certaines personnes, car elles vivent en dehors des centres.
- Centres d'accueil et de contact : plusieurs villes voient leurs offres de centres d'accueil et de contact se développer. Certaines ont vu leur offre s'élargir, ou de nouvelles offres apparaître, impliquant une augmentation des nombres de visiteurs. D'autres services sont toutefois confrontés à des problèmes structurels, car ils sont peu sollicités. Les scènes qui se créent près des centres d'accueil et de contact posent en outre toujours de nouveaux défis.
- Marché noir : le crack ou *freebase* est présent de longue date dans certaines régions et devient un problème croissant dans d'autres. Les produits sont faciles à obtenir. Le marché noir propose de plus en plus des médicaments.

Bilan :

Il convient de continuer à suivre l'évolution des différentes offres et des possibilités techniques, et, lorsque c'est possible, de mettre en place des offres de réduction des risques. Le principal objectif de ces offres reste d'informer les personnes sur leur consommation, de les sensibiliser et d'enregistrer le moins possible de décès dus à des surdosages.

La CDVD accueille volontiers de nouveaux membres (des villes). Chaque année ont lieu environ trois rencontres d'échange et un séminaire sur un thème d'actualité lié aux addictions. En cas d'intérêt, merci de nous écrire à l'adresse suivante : skbs-cdvd@bag.admin.ch.